

M. Trudeau. Citons encore, M. Donald McDonald, ancien ministre des Finances, M. André Ouelette, M. Francis Fox, M. Art Phillips, seul député libéral de la Colombie-Britannique, et M. Lloyd Axworthy, jeune député du Manitoba.

Sa carrière et son oeuvre politiques

Entré en politique fédérale en 1965, Pierre Trudeau devint bientôt secrétaire parlementaire du premier ministre Pearson, puis ministre de la Justice. M. Pearson ayant démissionné à la fin de 1967, M. Trudeau gagna la course au leadership au printemps suivant et déclencha presque aussitôt des élections qu'il gagna (le 25 juin).

"Une fois bien installé au pouvoir, M. Trudeau s'est mis à la tâche de faire une place aux francophones dans les institutions fédérales du Canada. Il a établi plusieurs précédents en nommant des francophones à des postes intouchables jusqu'alors comme ceux de ministre de l'Industrie et du Commerce, de ministre des Finances...", explique le journaliste Claude Turcotte, pour qui la Loi sur les langues officielles qui a été passée en 1969 "demeurera l'accomplissement le plus important du gouvernement Trudeau".

M. Turcotte poursuit (*Le Devoir*, 22 novembre): "On pourrait s'étendre sur de nombreux aspects des gestes du gouvernement Trudeau, mais en bref, on doit rappeler la création du ministère de l'Expansion économique régionale, l'établissement de normes plus exigeantes sur le contenu canadien des émissions de radio et de télé, l'affirmation de la souveraineté canadienne dans le territoire arctique, l'extension d'une zone de pêche à 200 milles des côtes et la souveraineté sur le plateau continental.

"D'une manière plus générale, on peut signaler la revision globale de la politique extérieure du Canada, qui jusqu'à M. Trudeau avait toujours axé ses relations sur l'Europe et les États-Unis. On a ouvert le Canada sur le Pacifique et le Nord, ce qui a conduit entre autres à l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine et à des rapports plus étroits avec l'URSS.

"Enfin, avec les ans, M. Trudeau a acquis la stature d'une personnalité internationale de telle sorte qu'on le connaît très bien en Europe, en Afrique et ailleurs et qu'il est encore aujourd'hui considéré à l'étranger comme un homme d'État de très grande envergure".

Le Canada participe à un système de satellite de recherche et de sauvetage

Dans un effort continu pour améliorer l'efficacité du Canada en matière de recherche et de sauvetage, le gouvernement canadien participera, pendant les quatre prochaines années, au programme de développement et d'évaluation du système expérimental de satellite de recherche et de sauvetage SARSAT, pour un montant de \$13 millions, a annoncé le ministre de la Défense nationale, M. Allan McKinnon.

Une fois en opération, le SARSAT devrait réduire le temps d'avis d'un accident à quelque trois heures au maximum et limiter la zone de recherche à 20 kilomètres; cette réduction permettra de sauver des vies humaines et de diminuer les pertes matérielles, surtout lors de catastrophes en mer où l'intervention a généralement plus de succès si elle suit de près l'accident.

Trois pays, le Canada, les États-Unis et la France, participent aux étapes initiales du projet qui consistent à équiper et lancer trois satellites météorologiques américains dotés de répéteurs et de processeurs spéciaux.

Le système SARSAT d'expérimentation utilisera les émetteurs de repérage de secours (ELT) actuellement utilisés à bord d'avions et les radiobalises de survie (EPIRB) déjà installées à bord de navires.

En orbite, ces satellites dotés de répéteurs contrôleront les transmissions d'ur-

gence émises par les ELT et les EPIRB et les achemineront vers un terminal au sol qui en déterminera la provenance. Ce terminal transmettra les informations au Centre de coordination de sauvetage de la région concernée qui dépêchera des sauveteurs vers le lieu de l'accident.

La participation canadienne au projet SARSAT est coordonnée par le ministère de la Défense nationale qui est le ministère fédéral le plus impliqué dans ce projet. Le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie, le ministère des Pêches et Océans, le ministère des Affaires extérieures, Transports Canada, et le ministère des Communications, de concert avec la United States National Aeronautics and Space Administration et le Centre national d'études spatiales de France, y participent également.

L'URSS, qui a l'intention d'organiser son propre système SARSAT dans une perspective d'interopérabilité avec celui du monde occidental, collabore aussi au programme. Plusieurs autres pays s'intéressent aussi au système expérimental de satellite de recherche et de sauvetage SARSAT.

En 1982, commencera la phase d'essai et d'évaluation qui durera 15 mois.

Si ces essais s'avèrent fructueux, le projet devrait recevoir une acceptation internationale conduisant à la mise en service d'un système SARSAT complet à l'échelle mondiale.

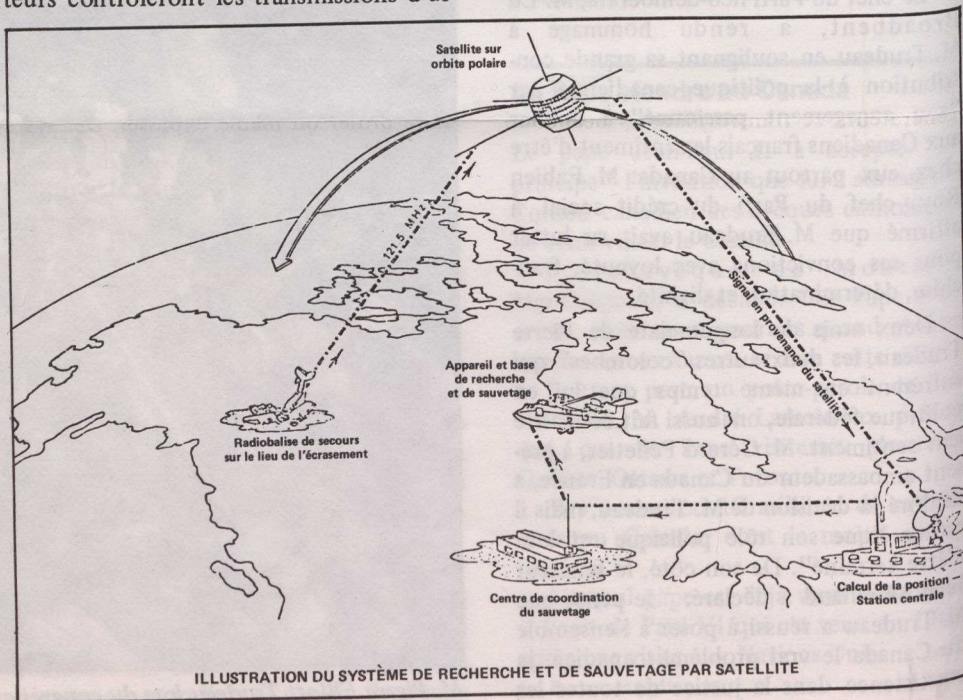


ILLUSTRATION DU SYSTÈME DE RECHERCHE ET DE SAUVETAGE PAR SATELLITE